

Considérant qu'il importe de fixer au plus tôt les conditions d'agrément des organismes d'adoption de manière à garantir aux enfants adoptables le respect de leurs droits et de leur personnalité, aux candidats adoptants la sécurité juridique et aux organismes d'adoption la reconnaissance officielle nécessaire à leurs contacts internationaux;

Sur proposition du Ministre-Président ayant la protection de la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 15 juillet 1991,

Arrête :

Article 1er. L'article 50 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse entre en vigueur le jour de la parution du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 2. L'article 61 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse entre en vigueur le 1er jour du septième mois à compter de la parution du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juillet 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

V. FEAUX

VERTALING

—
—
MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN
—

N. 91 — 3661

19 JULI 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige bepalingen van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd in verband met de erkenning van de adoptie-instellingen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op artikel 68;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de voorwaarden voor de erkenning van de adoptie-instellingen zonder verwijl dienen te worden vastgesteld, om aan kinderen die voor adoptie in aanmerking komen de vrijwaring van hun rechten en de eerbiediging van hun persoonlijkheid, aan kandidaat-adoptanten rechtszekerheid en aan adoptie-instellingen de officiële erkenning die noodzakelijk is voor hun internationale contacten, te waarborgen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter tot wiens bevoegdheid de jeugdbescherming behoort;

Gelet op de door de Executieve van de Franse Gemeenschap na de beraadslaging van 15 juli 1991 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 50 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd treedt in werking de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

Art. 2. Artikel 61 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd treedt in werking op de eerste dag van de zevende maand te rekenen vanaf de dag van de verschijning van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de jeugdbescherming behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 juli 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX

F. 91 — 3662

19 JUILLET 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif à l'agrément des organismes d'adoption

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, notamment l'article 50;

Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 26 juin 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 15 juillet 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de fixer au plus tôt les conditions d'agrément des organismes d'adoption de manière à garantir aux enfants adoptables le respect de leurs droits et de leur personnalité, aux candidats adoptants la sécurité juridique et aux organismes d'adoption la reconnaissance officielle nécessaire à leurs contacts internationaux;

Sur la proposition du Ministre-Président ayant la protection de la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération de l'Exécutif du 15 juillet 1991,

Arrête :

TITRE I^{er}. — De l'agrément des organismes d'adoption

Article 1^{er}. Les personnes morales visées à l'article 50 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse doivent, en vue d'obtenir leur agrément en tant qu'organisme d'adoption, introduire une demande auprès du Ministre qui a l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions.

La demande est introduite par lettre recommandée auprès de l'administration de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse. Il y est joint un dossier reprenant les documents suivants :

1. un exemplaire des statuts de l'A.S.B.L. si l'organisme d'adoption est privé;
2. les noms et adresses, certificats de bonnes vie et mœurs destinés aux administrations publiques, copies certifiées conformes des diplômes et attestations de formation spécifique de toute personne occupée par l'organisme d'adoption;
3. les noms et adresses des intermédiaires étrangers et les documents visés à l'article 8 du présent arrêté;
4. le mode de travail et la philosophie de l'organisme;
5. un spécimen du document visé à l'article 10, § 2, du présent arrêté.

A la demande d'agrément provisoire visée à l'article 12, § 1^{er}, du présent arrêté est jointe l'engagement du demandeur à remplir les obligations fixées aux chapitres I à V du présent titre.

A la demande d'agrément visée à l'article 12, § 2, du présent arrêté, le demandeur joint les documents établissant qu'il remplit les obligations fixées aux chapitres I à V du présent titre.

CHAPITRE I^{er}. — Du personnel

Art. 2. L'organisme d'adoption comprend l'équipe pluridisciplinaire visée à l'article 50, § 1^{er}, 2^o, du décret du 4 mars 1991 précité, une équipe administrative et une équipe de consultants.

L'équipe pluridisciplinaire comprend au moins :

1. un assistant social;
2. un licencié en psychologie;
3. un docteur en médecine.

Les membres de l'équipe pluridisciplinaire ne peuvent être en même temps membres du conseil d'administration.

L'équipe de consultants comprend au moins :

- un docteur ou licencié en droit;
- un docteur en médecine spécialisé en pédopsychiatrie.

Lorsque l'organisme est privé, les droits et obligations réciproques entre les membres des équipes d'une part et l'organisme d'adoption d'autre part sont définis :

- soit dans un contrat de travail d'employé à temps plein ou à temps partiel pour un membre au moins de l'équipe pluridisciplinaire;
- soit dans un contrat de collaboration rémunérée;
- soit dans une convention de coopération bénévole.

Tout changement dans les équipes doit être signalé à l'administration de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

CHAPITRE II. — De l'infrastructure

Art. 3. L'organisme d'adoption dispose au moins :

- d'un bureau et d'une salle d'attente aménagés séparément de manière à garantir le respect de la vie privée des parents d'origine, de l'enfant et des candidats adoptants;
- d'un numéro de téléphone répertorié dans l'annuaire téléphonique au nom de l'organisme.

Une personne qualifiée doit être à la disposition du public au moins vingt heures par semaine, pendant les heures de bureau, les jours ouvrables.

CHAPITRE III. — Des activités

Section 1^{re}. — Activités relatives aux parents d'origine résidant en Belgique

Art. 4. Lorsque les parents d'origine résident en Belgique, les activités visées à l'article 50, § 1^{er}, 3^o, du décret du 4 mars 1991 précité consistent notamment :

1. à établir le contact avec ceux-ci afin qu'au cours d'un premier entretien :
 - ils puissent exprimer les motivations de leur demande de remise en adoption;
 - ils soient informés sur les effets juridiques de leur décision et les implications psychologiques de celle-ci;
 - ils soient informés des alternatives à la remise en adoption;
2. à établir l'étude médico-socio-psychologique selon le schéma constituant l'annexe I du présent arrêté;
3. à les préparer lors d'un deuxième entretien à l'adoption de leur enfant et, dans un but de verbalisation de la situation, les inviter à signer un document rédigé selon le schéma visé au point 2 ci-dessus;
4. à leur apporter, à leur demande, l'aide adéquate pour assumer les conséquences psychologiques de l'adoption. Cette aide peut consister dans l'information relative aux services spécialisés dans le suivi des parents d'origine.

Section 2. — Activités relatives aux parents d'origine résidant à l'étranger

Art. 5. Lorsque les parents d'origine résident à l'étranger, l'organisme d'adoption veille à ce qu'une étude médico-socio-psychologique puisse être établie selon le schéma constituant l'annexe I du présent arrêté.

L'organisme s'assure que son intermédiaire étranger a procédé à la vérification dans le pays d'origine de l'enfant de l'inexistence d'alternative d'éducation adéquate dans le respect du principe de subsidiarité de l'adoption internationale posé par l'article 21, *b*, de la Convention des droits de l'enfant.

Section 3. — Activités relatives à l'enfant

Art. 6. L'étude médico-socio-psychologique de l'enfant visée à l'article 50, § 1^{er}, 3^o, *b*, du décret du 4 mars 1991 précité est établie selon le schéma constituant l'annexe II au présent arrêté.

Lorsque l'enfant réside en Belgique, l'organisme d'adoption conformément à l'article 50, § 1^{er}, 3^o, *c*, du même décret, veille à sa préparation adéquate, tenant compte de son âge, de son degré de discernement et de sa personnalité.

En cas d'adoption internationale, l'organisme d'adoption contribue à la préparation de l'enfant dans son pays d'origine, notamment par l'envoi de photographies de sa famille adoptive et de son environnement.

Conformément à la même disposition, l'organisme assure le suivi de l'enfant :

- jusqu'à la décision légale d'adoption en effectuant au moins deux visites à son domicile;
- après cette décision en restant à sa disposition pour toute aide et orientation en rapport avec son adoption, quel que soit son âge.

Section 4. — Activités relatives aux candidats adoptants

Art. 7. § 1^{er}. L'information visée à l'article 50, § 1^{er}, 3^o, *a*, du décret du 4 mars 1991 précité comprend au moins :

- un entretien au cours duquel sera notamment présenté l'organisme d'adoption, son mode de travail, sa philosophie ainsi que les causes d'irrecevabilité primaire de la candidature;
- la documentation diffusée par l'administration de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse;
- en cas d'adoption internationale, un aperçu de la matière de l'adoption dans les pays d'origine, du point de vue de la législation, des procédures administrative et judiciaire et de la politique y relatives.

Pour toute information complémentaire, l'organisme d'adoption peut orienter les candidats adoptants vers tout service de la Communauté française, public ou privé, spécialisé dans l'information en matière d'adoption.

§ 2. L'étude médico-socio-psychologique des candidats adoptants visée à l'article 50, § 1^{er}, 3^o, *b*, du décret du 4 mars 1991 précité est établie par l'équipe pluridisciplinaire selon le schéma constituant l'annexe III du présent arrêté. Son élaboration comprend au moins :

- deux entretiens avec l'assistant social dont un au domicile des candidats adoptants;
- un entretien avec le psychologue;
- un entretien avec le médecin.

Au terme de ces entretiens, l'étude doit permettre :

- d'évaluer la capacité des candidats adoptants d'être parents adoptifs, c'est-à-dire leur potentiel de réponse adéquate aux besoins des enfants adoptables en général et de l'enfant qui pourrait leur être confié;
- en cas d'adoption internationale, d'évaluer en outre leur capacité d'assumer les aspects inter-ethnique et inter-culturel de l'adoption.

L'étude médico-socio-psychologique est examinée collégalement par l'équipe pluridisciplinaire réunie qui statue par décision motivée sur la candidature.

La décision est prise dans les six mois qui suivent le premier entretien visé au présent paragraphe, sauf désistement. Elle est communiquée aux candidats adoptants au cours d'un entretien personnel.

Lorsque la décision est défavorable, le dossier est clôturé. Il ne peut être transmis à un tiers.

Lorsque la décision est favorable, l'organisme établit avec les candidats adoptants une convention spécifiant leurs droits et obligations respectifs, établie selon le schéma constituant l'annexe IV du présent arrêté.

L'organisme d'adoption recherche pour chaque enfant les parents adoptifs les plus appropriés.

Les candidats adoptants ne peuvent choisir eux-mêmes l'enfant qu'ils adoptent.

§ 3. La préparation des candidats adoptants visée à l'article 50, § 1^{er}, 3^o, *c*, du décret du 4 mars 1991 précité comprend des rencontres entre candidats adoptants portant notamment sur les thèmes suivants :

- l'arrivée de l'enfant et les premiers mois d'adaptation réciproque;
- l'information précoce de l'enfant sur son adoption;
- les loyautés familiales;
- l'adolescence;
- la comparaison entre la filiation adoptive et biologique;
- en cas d'adoption internationale, le pays d'origine de l'enfant dans son contexte socio-économique et culturel.

L'organisme d'adoption peut confier la préparation des candidats adoptants à un service de la Communauté française, public ou privé, spécialisé à cet effet.

§ 4. L'organisme assure le suivi des candidats adoptants visé à l'article 50, § 1^{er}, 3^o, *c*, du décret du 4 mars 1991 précité :

- jusqu'à la décision légale d'adoption, en effectuant au moins deux visites à leur domicile;
- après cette décision, en restant à leur disposition pour toute aide ou toute orientation en rapport avec l'adoption;
- en organisant des réunions de contacts avec d'autres adoptants.

Section 5. — Des intermédiaires étrangers

Art. 8. Conformément à l'article 50, § 1^{er}, 3^o, *d*, du décret du 4 mars 1991 précité, tout organisme d'adoption servant d'intermédiaire à l'adoption internationale agréé par la Communauté française transmet à l'administration de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse :

1. une traduction française de la législation en matière d'adoption et d'agrément des intermédiaires à l'adoption de chacun des pays d'où proviennent les enfants adoptés;
2. l'identité de l'intermédiaire étranger.

Lorsque la législation du pays d'origine de l'enfant requiert l'agrément des intermédiaires à l'adoption, le document prouvant son agrément est joint.

Lorsque la législation du pays d'origine de l'enfant ne prévoit ni ne requiert cet agrément, le dossier relatif à l'intermédiaire est joint. Il comprend :

- a) une attestation officielle d'honorabilité;
- b) la preuve que les enfants lui sont confiés soit par un orphelinat, soit par un tribunal, soit par une autorité habilitée par la loi du for à recueillir des enfants abandonnés;
- c) la preuve qu'il souscrit au principe de la subsidiarité de l'adoption internationale.

Le dossier est soumis à l'examen du service d'adoption de l'administration de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse. Celui-ci peut, le cas échéant, demander qu'un complément d'enquête soit établi par les agents diplomatiques belges en poste dans le pays d'origine.

Section 6. — De la formation continuée

Art. 9. Conformément à l'article 50, § 1^{er}, 3^o, f, du décret du 4 mars 1991 précité, les membres de l'équipe pluridisciplinaire suivent annuellement une formation continuée organisée ou reconnue par l'administration de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

Ils font superviser leur travail au moins annuellement par un service de la Communauté française, public ou privé, spécialisé en la matière.

CHAPITRE IV. — De la transparence financière

Art. 10. § 1^{er}. Toute somme payée par les candidats adoptants doit être prévue et justifiée.

Exceptionnellement, des sommes imprévues peuvent être réclamées à des candidats adoptants pour autant :

- qu'elles correspondent à des dépenses réellement exposées par l'organisme d'adoption pour leur dossier;
- que ces dépenses soient indispensables au règlement de leur dossier;
- qu'elles soient justifiées par des documents probants.

Aucun don de la part de candidats adoptant ne peut être accepté par l'organisme d'adoption avant la décision légale d'adoption.

§ 2. L'organisme d'adoption soumet aux candidats adoptants un document les informant précisément de leur engagement financier.

Ce document comprend au moins les rubriques suivantes :

1. le coût global approximatif de l'adoption;
2. les détails des prestations et frais compris dans le montant global, notamment :
 - a) la gratuité de l'entretien visé à l'article 7, § 1^{er}, du présent arrêté;
 - b) les frais d'ouverture du dossier d'un maximum de 5 654 francs indexés, constituant un forfait couvrant la constitution du dossier et les deux entretiens avec l'assistant social visés à l'article 7, § 2, du présent arrêté;
 - c) le forfait pour frais de gestion d'un maximum de 50 886 francs indexés, constituant notamment une participation dans les frais de fonctionnement de l'organisme.

Ces frais consistent notamment dans les frais de bureau, les frais de déplacement des membres de l'équipe pluridisciplinaire, l'amortissement du matériel et du mobilier, la location du bureau, son chauffage et son éclairage.

Lorsqu'un membre au moins de l'équipe pluridisciplinaire est engagé sous contrat de travail, le forfait peut être augmenté de 28 270 francs maximum, indexés.

Pour l'indexation des montants visés au *b* et au *c* du présent paragraphe, qui sont liés à l'indice pivot 138,01, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, modifiée par les arrêtés subséquents;

d) la liste et le montant des frais réels antérieurs à la décision statuant sur la candidature visée à l'article 7, § 2, alinéa 4, du présent arrêté, soit l'entretien avec le psychologue et l'entretien avec le médecin visés au même article, § 2, alinéa 1^{er};

e) la liste et le montant approximatifs des frais réels postérieurs à l'acceptation de la candidature, dans le cas d'adoption en Belgique, par l'équipe pluridisciplinaire, dans le cas d'adoption à l'étranger, par l'intermédiaire étranger compétent.

Ces frais sont notamment les frais de préparation des candidats adoptants visés à l'article 7, § 3, du présent arrêté et les frais du suivi, préalable à la décision légale d'adoption, visé aux articles 6 et 7, § 4, du présent arrêté.

En cas d'adoption internationale, ces frais sont notamment les honoraires de l'avocat étranger, les frais de procédure judiciaire étrangère et les frais de traduction des documents étrangers;

3. les modalités de paiement. Le document précise notamment :

a) *qua persona*, si les frais réels sont payés directement par les candidats adoptants ou indirectement, via l'organisme d'adoption qui les justifie par des documents probants;

b) *qua tempus*, les étapes du paiement qui s'échelonne au moins comme suit :

un premier paiement, relatif aux frais d'ouverture du dossier qui ne peut être effectué qu'après l'entretien visé à l'article 7, § 1^{er}, du présent arrêté;

un deuxième paiement, relatif au forfait pour frais de gestion, qui ne peut être effectué qu'après l'entretien au cours duquel la décision de l'équipe pluridisciplinaire visée à l'article 7, § 2, alinéa 4, du présent arrêté est communiquée aux candidats adoptants. Dans le cas où la candidature est rejetée, seuls les deux tiers du forfait sont exigibles;

4. une clause de réserve énonçant le principe de paiements exceptionnels visés au § 1^{er} du présent article;

5. une clause énonçant le principe du droit de chacune des parties de résilier la convention visée à l'article 7, § 2, alinéa 4, précité, ses modalités d'exercice et ses conséquences financières.

L'organisme d'adoption ne peut résilier la convention que pour un des quatre motifs suivants :

- la situation des candidats adoptants s'écarte notablement de l'étude médico-socio-psychologique initiale;

- les candidats adoptants ont dissimulé des éléments déterminants dans la décision d'acceptation de la candidature;
- les candidats adoptants se soustraient à la préparation prévue à l'article 7, § 3, du présent arrêté;
- les candidats adoptants refusent sans motifs valable la proposition d'adoption.

Aucune clause de résiliation d'office pour non-paiement des indemnités ne peut être prévue dans la convention.

Toute résiliation doit être signalée à l'administration de la protection de la jeunesse.

Les paiements effectués à l'organisme d'adoption lui restent acquis sauf décision contraire des tribunaux compétents;

6. une clause énonçant que lorsque la durée de l'attente de l'enfant dépasse le délai d'un an qui court à dater de la décision favorable visée à l'article 7, § 3, alinéa 4, du présent arrêté, l'équipe pluridisciplinaire revoit ladite décision afin d'examiner si les éléments qui l'ont déterminée ne se sont pas modifiés notablement. Les frais éventuels qui en résultent sont à charge des candidats adoptants sauf lorsque le retard est imputable à l'organisme d'adoption.

CHAPITRE V. — De la tenue des documents administratifs

Art. 11. Conformément à l'article 50, § 1^{er}, 3^o, e, du décret du 4 mars 1991 précité, l'organisme d'adoption transmet à l'administration de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, à la fin du premier trimestre de chaque année, un rapport d'activités circonstancié établi selon le schéma constituant l'annexe V du présent arrêté.

L'organisme d'adoption tient en outre à la disposition des inspecteurs de l'administration précitée :

1. un dossier individuel pour chaque candidature;
2. une fiche individuelle présentée sous la forme d'un schéma figurant à la même annexe;
3. un relevé des recettes et des dépenses globales;
4. la liste d'attente.

Sans préjudice des dispositions relatives au secret professionnel, l'accès aux dossiers est réservé aux membres des équipes visées à l'article 2 du présent arrêté et aux inspecteurs de l'administration précitée.

Conformément à l'article 11 du décret du 4 mars 1991 précité, les intéressés et leurs avocats y ont également accès.

L'équipe pluridisciplinaire peut, par décision collégiale, autoriser l'accès aux dossiers lorsque l'accomplissement d'une recherche en sciences humaines le justifie.

Les dossiers sont communiqués au Procureur du Roi, à sa demande.

Les dossiers sont conservés indéfiniment.

En cas de dissolution de l'organisme, les archives sont transmises à l'administration de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

CHAPITRE VI. — De l'examen des demandes d'agrément

Art. 12. § 1^{er}. Une demande d'agrément provisoire est introduite par le demandeur sur la base du dossier requis visé à l'article 1^{er}, alinéas 2 et 3, du présent arrêté.

Seule l'introduction de tous les documents requis donne lieu à accusé de réception délivré au demandeur par le secrétaire de la commission d'agrément visée à l'article 46 du décret du 4 mars 1991 précité.

Dans les trois mois à compter de l'accusé de réception, la commission rend un avis portant sur la conformité de l'organisme d'adoption avec les exigences du titre 1^{er}, chapitres 1^{er}, II et III, section 5, du présent arrêté.

Le secrétaire de la commission informe le Ministre qui a l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions et le demandeur de l'avis qui a été rendu.

Dans le mois qui suit la réception de cet avis, le ministre précité peut accorder un agrément provisoire pour une durée maximum d'un an.

Il informe le demandeur et la commission de la suite qui est réservée à la demande.

§ 2. La demande d'agrément est introduite dans les neuf mois qui suivent la décision d'agrément provisoire par le demandeur sur la base du dossier requis visé à l'article 1^{er}, alinéas 2 et 4, du présent arrêté.

Seule l'introduction de tous les documents requis donne lieu à accusé de réception délivré au demandeur par le secrétaire de la commission d'agrément.

Dans les trois mois à compter de l'accusé de réception, la commission rend un avis portant sur la conformité de l'organisme d'adoption avec les exigences du titre 1^{er}, chapitres 1^{er} à V du présent arrêté.

Lorsque les circonstances ne permettent pas d'apprécier tous les éléments de la cause, ce délai peut être prolongé d'une durée égale. Il en est de même lorsqu'il apparaît de l'examen de la demande que, quoique toutes les conditions d'agrément ne soient pas remplies, elles pourraient l'être au cours de ce nouveau délai.

Le secrétaire de la commission informe le Ministre précité et le demandeur de l'avis qui a été rendu.

Dans le mois qui suit la réception de cet avis, le Ministre précité informe le demandeur et la commission de la suite qui est réservée à la demande.

§ 3. Lorsque l'avis relatif à une demande d'agrément visée au § 1^{er} ou 2 du présent article n'a pas été rendu dans le délai prévu, le ministre précité peut convoquer la commission d'office. Dans ce cas, celle-ci délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents.

§ 4. En cas de refus d'agrément le ministre précité en informe le demandeur par décision motivée. Celui-ci ne peut introduire de nouvelle demande qu'un an au moins après que le refus ait été signifié.

CHAPITRE VII. — Du retrait d'agrément

Art. 13. En application de l'article 50, § 1^{er}, alinéa 5, du décret du 4 mars 1991 précité, est considéré comme ne satisfaisant plus aux conditions d'agrément, l'organisme qui notamment :

- a) ne remplit plus les obligations visées aux chapitres 1^{er} à IV du présent titre;
- b) fait obstacle à l'inspection visée à l'article 50, § 3, du décret du 4 mars 1991 précité;
- c) réalise ou modifie le placement en adoption d'un enfant en violation des décisions légales intervenues dans son pays d'origine;
- d) reçoit des dons en violation de l'article 10, § 1^{er}, du présent arrêté.

Sur avis de la commission d'agrément, le ministre peut décider que la décision de retrait d'agrément ne prendra effet qu'à l'expiration d'un délai maximum de six mois pendant lequel l'organisme d'adoption peut mener à leur terme les conventions en cours qui les lient aux candidats adoptants.

La liste des familles concernées est annexée à la décision de retrait.

TITRE II. — De l'octroi de subventions

Art. 14. Conformément à l'article 50, § 2, du décret du 4 mars 1991 précité, l'Exécutif peut, dans les limites du budget, accorder aux organismes d'adoption, des subventions d'un montant de 47 116 francs indexés pour chaque enfant adopté par leur intermédiaire qui, faute d'adoption, serait :

1. soit à la charge des centres publics d'aide sociale;

2. soit à la charge de l'administration de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

Pour l'indexation du montant précité, qui est lié à l'indice-pivot 138,01, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, modifiée par les arrêtés subséquents.

TITRE III. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Art. 15. L'arrêté royal du 15 septembre 1958 réglant l'octroi de subventions aux œuvres d'adoption, modifié par l'arrêté royal du 29 mars 1960, est abrogé.

Art. 16. § 1^{er}. Les organismes d'adoption qui exerçaient leurs activités avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté peuvent continuer à exercer celles-ci pendant une période de six mois à compter de cette date.

§ 2. Ils doivent introduire la demande d'agrément provisoire visée à l'article 12, § 1^{er}, du présent arrêté dans un délai de trois mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 3. Ils joignent à leur demande les comptes annuels de l'année écoulée.

Art. 17. Est assimilée à un titulaire du diplôme d'assistant social la personne qui, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté exerçait, avec le titre d'infirmier social, les activités visées à l'article 7, § 2, du présent arrêté.

Art. 18. Les fonctionnaires de l'administration de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse chargés de l'application du présent arrêté suivent une formation spécifique, organisée par l'administration précitée, relative à la problématique de l'adoption et à la spécificité des organismes d'adoption.

Art. 19. Le Ministre qui a l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juillet 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

V. FEAUX

Annexe I

A. L'étude médico-socio-psychologique des parents d'origine de l'enfant comprend :

I. des éléments d'identification;

II. des informations relatives :

1^o à leur milieu socio-économique;

2^o à leur santé;

3^o au déroulement physique et psychique :

a) de la grossesse;

b) de la naissance;

4^o aux motivations de leur demande de remise en adoption.

B. Le document devant favoriser la verbalisation par les parents d'origine de la situation vécue comprend au moins une déclaration selon laquelle :

— ils ne souhaitent pas élever l'enfant eux-mêmes;

— ils remettent l'enfant à l'organisme d'adoption afin qu'il soit confié à des candidats adoptants;

— ils affirment avoir pris leur décision en connaissance de cause;

— ils s'engagent à ne pas perturber la vie de la famille adoptive.

Il y est stipulé que le document ne vaut pas consentement à l'adoption, celui-ci ne pouvant être donné que devant le notaire ou le juge de paix et, dans le cas de nouveaux-nés, qu'après le deuxième mois qui suit la naissance.

Annexe II

L'étude médico-socio-psychologique de l'enfant comprend :

I. des éléments d'identification;

II. des informations relatives :

1^o à son développement :

a) physique;

b) psychique, affectif, émotionnel;

c) intellectuel;

2^o à son environnement actuel :

a) description du lieu où il est élevé (ex. : famille, institution, etc.);

b) description de son éducation et de ses habitudes (ex. : caractère religieux, horaires stricts, etc.);

III. la preuve de l'adoptabilité de droit et de fait de l'enfant. Il y a adoptabilité de fait lorsqu'après avoir envisagé toutes les alternatives à l'adoption, nationale ou internationale, celle-ci s'avère la solution la plus adéquate pour l'enfant (en matière d'adoption internationale, les alternatives sont envisagées dans le pays d'origine de l'enfant);

IV. la perception de l'enfant de son adoption, ses appréhensions, ses espérances;

V. en cas d'adoption internationale, une photographie récente :

1° de l'enfant;

2° de son entourage et de son environnement;

VI. un rapport de santé reprenant :

1° toute information utile au médecin traitant des parents adoptifs :

a) relatif à la naissance, notamment : date, lieu, poids, taille, périmètre crânien, circonstances particulières néonatales;

b) relatif à la santé de l'enfant, notamment :

— vaccin contre l'hépatite B, contre la rougeole;

— BCG, cicatrice BCG;

— diabète;

— malaria;

2° toute information susceptible d'influencer la décision des candidats adoptants, notamment :

— test HIV — a-t-il été fait ? à quel âge ?

— développement psycho-moteur;

— état des yeux, ouïe, cœur, poumons, foie, rate, système neurologique;

— traumatisme, accidents;

— âge de l'enfant : déclaré, estimé, réel.

Annexe III

L'étude médico-socio-psychologique des candidats adoptants comprend :

I. des éléments d'identification des parents adoptifs et des autres membres proches de la famille (ex. : grands-parents,...);

II. un certificat médical attestant qu'ils ne sont pas atteints de maladies ou d'handicaps tels qu'ils risqueraient de compromettre la santé ou l'éducation de l'enfant;

III. la preuve qu'une information suffisante leur a été donnée :

— quant aux effets juridiques de l'adoption;

— quant aux aspects psychologiques de l'adoption;

IV. des informations relatives :

1° à leur motivation quant à l'adoption;

2° à leur potentiel de réponse adéquate aux besoins des enfants adoptables en général;

3° à leurs revenus, à leur milieu socio-économique et culturel;

4° à leur logement;

5° à leurs conceptions en matière d'éducation;

6° aux réactions de la fratrie préexistante et du proche entourage;

V. une photographie récente de la famille.

Annexe IV

Lorsque la candidature des parents adoptifs est retenue, l'organisme d'adoption passe avec ceux-ci une convention qui comprend au moins les rubriques suivantes :

I. Obligations de l'organisme d'adoption envers les candidats adoptants :

1° gérer le dossier avec diligence et probité;

2° donner l'information relative à l'avancement du dossier.

II. Obligations des candidats adoptants :

1° informer loyalement l'organisme d'adoption de tout élément susceptible de déterminer la décision de l'équipe pluridisciplinaire;

2° suivre la préparation;

3° accepter le suivi ainsi que tout entretien ultérieur jugé nécessaire par l'équipe pluridisciplinaire;

4° payer les montants convenus selon les modalités prévues.

III. Droits des candidats adoptants :

1° connaître l'état d'avancement du dossier;

2° avoir un autre enfant que celui qui leur était destiné :

— si celui-ci ne pouvait plus leur être confié pour raison de force majeure (décès, fait arbitraire de l'Etat étranger);

— s'ils ont de bonnes raisons de craindre que l'enfant ne s'intègre pas dans leur foyer.

IV. Le document visé à l'article 10, § 2, fait partie intégrante de la convention.

V. Signature, date.

Annexe V

- I. Le rapport annuel d'activité comprend notamment :
- 1° le nombre de candidatures :
 - introduites;
 - investiguées;
 - retenues;
 - rejetées : motifs du rejet;
 - 2° le nombre de décisions légales belges ou étrangères obtenues et les effets juridiques de celles-ci par référence à l'adoption plénière simple;
 - 3° la liste des pays d'origine des enfants et des pays d'accueil de ceux-ci;
 - 4° la liste des activités de formation continuée;
 - 5° le nom du service ou de la personne qui assure la supervision de l'équipe pluridisciplinaire;
 - 6° le signalement de tout événement grave notamment :
 - tout changement pour les équipes visées à l'article 2;
 - toute rupture de convention avec des candidats adoptants;
 - toute modification des relations internationales de l'organisme d'adoption;
 - rupture avec un intermédiaire étranger;
 - accords avec de nouveaux intermédiaires étrangers.
- II. La fiche individuelle reprend les dates des différentes étapes du dossier ainsi que les dates des paiements, la nature et le montant de ceux-ci :
- 1° date de la demande;
 - 2° date de l'entretien d'information;
 - 3° date de chacun des quatre entretiens visés au § 2 de l'article 7 :
 - date du paiement des frais d'ouverture du dossier et montant de ceux-ci;
 - date du paiement des honoraires des psychologue et médecin et montant de ceux-ci;
 - 4° date de la réunion de l'équipe pluridisciplinaire visée au § 2, alinéa 4 de l'article 7;
 - 5° date de la communication de la décision statuant sur la candidature;
 - 6° date de la convention entre l'organisme d'adoption et les candidats adoptants;
 - 7° date du paiement du forfait pour frais de gestion et montant de celui-ci;
 - 8° date et thèmes de chacune des réunions de préparation visées au § 3 de l'article 7 :
 - montant des frais réclamés pour chacune d'elles et date de leur paiement;
 9. date des deux visites constituant le suivi obligatoire minimum visé au § 4 de l'article 7 :
 - montant des frais réclamés pour chacune d'elles et date de leur paiement.
 10. liste des autres frais réels :
 - montant de chacun d'eux et date de leur paiement;
 11. date de l'arrivée de l'enfant chez les adoptants;
 12. date de la décision légale d'adoption;
 13. date de clôture du dossier.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
V. FEAUX

VERTALING

N. 91 — 3662

[S-C — 29665]

**19 JULI 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap
betreffende de erkenning van de adoptie-instellingen**

De Executieve van de Franse Gemeenschap,
Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op artikel 50;
Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 juni 1991;
Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 15 juli 1991;
Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;
Gelet op de dringende noodzakelijkheid;
Overwegende dat de voorwaarden voor de erkenning van de adoptie-instellingen zo vlug mogelijk moeten worden bepaald ten einde aan de kinderen die kunnen geadopteerd worden de eerbiediging van hun rechten en hun persoonlijkheid, aan de kandidaat-adoptanten de rechtszekerheid en aan de adoptie-instellingen de officiële erkenning, die nodig is voor hun internationale contacten, te waarborgen;
Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wiens bevoegdheid de jeugdbescherming behoort;
Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 15 juli 1991 genomen beslissing,

Besluit :

TITEL I. — De erkenning van de adoptie-instellingen

Artikel 1. De rechtspersonen bedoeld in artikel 50 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd moeten voor het bekomen van hun erkenning als adoptie-instelling een aanvraag indienen bij de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming behoren.

De aanvraag wordt bij een ter post aangetekende brief ingediend bij het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming. Hierbij wordt een dossier gevoegd waarin de volgende documenten zijn vervat :

1. een exemplaar van de statuten van de V.Z.W. indien de adoptie-instelling een private instelling is;
2. de namen en adressen, de getuigschriften van goed zedelijk gedrag bestemd voor de openbare besturen, de voor eensluidend verklaarde afschriften van de diploma's en attesten van specifieke opleiding van allen die in de adoptie-instelling tewerkgesteld zijn;
3. de namen en adressen van de buitenlandse tussenpersonen en de documenten bedoeld in artikel 8 van dit besluit;
4. de werkwijze en de filosofie van de instelling;
5. een specimen van het document bedoeld in artikel 10, § 2, van dit besluit.

Bij de aanvraag tot voorlopige erkenning, bedoeld in artikel 12, § 1, van dit besluit, wordt de verbintenis van de aanvrager zich naar de in de hoofdstukken I tot V van deze titel bepaalde verplichtingen te gedragen, gevoegd.

Bij de aanvraag tot erkenning bedoeld in artikel 12, § 2, van dit besluit, voegt de aanvrager de documenten waarbij wordt aangetoond dat hij de verplichtingen vervult die bepaald zijn in de hoofdstukken I tot V van deze titel.

HOOFDSTUK I. — *Het personeel*

Art. 2. De adoptie-instelling omvat de multidisciplinaire ploeg bedoeld in artikel 50, § 1, 2^o, van het hogervermeld decreet van 4 maart 1991, een administratieve ploeg en een ploeg van consultants.

De multidisciplinaire ploeg bestaat uit ten minste :

1. een maatschappelijk assistent;
2. een licentiaat in de psychologie;
3. een doctor in de geneeskunde.

De leden van de multidisciplinaire ploeg mogen niet tegelijkertijd lid zijn van de raad van bestuur.

De ploeg van consultants bestaat uit ten minste :

- een doctor of een licentiaat in de rechten;
- een doctor in de geneeskunde, gespecialiseerd in de pedopsychiatrie.

Wanneer de instelling een private instelling is, worden de wederzijdse rechten en plichten tussen de leden van de ploegen, enerzijds, en de adoptie-instelling, anderzijds, bepaald :

- ofwel in een arbeidsovereenkomst voor bediende met voltijdse of deeltijdse dagtaak voor ten minste een lid van de multidisciplinaire ploeg;
- ofwel in een overeenkomst van bezoldigde medewerking;
- ofwel in een overeenkomst van vrijwillige samenwerking.

Elke wijziging aan de ploegen moet medegedeeld worden aan het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd en voor jeugdbescherming.

HOOFDSTUK II. — *De infrastructuur*

Art. 3. De adoptie-instelling beschikt over ten minste :

- een kantoor en een wachtzaal die afzonderlijk aangelegd zijn, ten einde de eerbiediging van het privéleven van de oorspronkelijke ouders, van het kind en van de kandidaat-adoptanten te waarborgen;
- een telefoonnummer, opgenomen in de telefoongids, op naam van de instelling.

Een gekwalificeerde persoon moet op de werkdagen ter beschikking zijn van het publiek gedurende ten minste twintig uren per week, tijdens de kantooruren.

HOOFDSTUK III. — *De activiteiten*

Afdeling 1. — Activiteiten betreffende de oorspronkelijke ouders die in België verblijven

Art. 4. Wanneer de oorspronkelijke ouders in België verblijven, zijn de activiteiten bedoeld in artikel 50, § 1, 3^o, van het voormeld decreet van 4 maart 1991 inzonderheid de volgende :

1. met die ouders contact krijgen om hun tijdens een eerste onderhoud de gelegenheid te geven :
 - de motivatie van hun aanvraag tot weder-in-adoptiestelling uit te leggen;
 - ingelicht te worden over de rechtsgevolgen van hun beslissing en de psychologische implicaties ervan;
 - ingelicht te worden over de alternatieven inzake weder-in-adoptiestelling;
2. het medisch, sociaal en psychologisch onderzoek opmaken volgens het schema opgegeven in bijlage I van dit besluit;
3. hen tijdens een tweede onderhoud voorbereiden op de adoptie van hun kind en, met het oog op een officiële vaststelling van de toestand, hen verzoeken een document te ondertekenen, opgesteld volgens het schema bedoeld in het hogervermeld punt 2;

4. hun, op eigen verzoek, de gepaste hulp verlenen opdat zij de psychologische gevolgen van de adoptie op zich zouden nemen. Deze hulpverlening kan bestaan in informatieverstrekking over de gespecialiseerde diensten inzake begeleiden van de oorspronkelijke ouders.

Afdeling 2. — Activiteiten betreffende de oorspronkelijke ouders die in het buitenland verblijven

Art. 5. Wanneer de oorspronkelijke ouders in het buitenland verblijven zorgt de adoptie-instelling ervoor dat er een medisch, sociaal en psychologisch onderzoek kan gedaan worden volgens het schema dat in bijlage I van dit besluit is opgenomen.

De instelling vergewist zich ervan dat haar tussenpersoon in het buitenland nagegaan heeft in het land van herkomst van het kind dat er inzake adequate opvoeding geen alternatief bestaat, dit in naleving van het principe van subsidiariteit van de internationale adoptie, gesteld door artikel 21, b, van het Verdrag inzake de rechten van het kind.

Afdeling 3. — Activiteiten met betrekking tot het kind

Art. 6. Het medisch, sociaal en psychologisch onderzoek van het kind, bedoeld in artikel 50, § 1, 3^o, b, van het hogervermeld decreet van 4 maart 1991, wordt gedaan volgens het schema dat in bijlage II van dit besluit is opgenomen.

Als het kind in België verblijft zorgt de adoptie-instelling voor een adequate voorbereiding, rekening houdend met zijn leeftijd, het niveau van zijn onderscheidingsvermogen en zijn personaliteit, overeenkomstig artikel 50, § 1, 3^o, c.

Gaat het om een internationale adoptie, dan werkt de adoptie-instelling mede aan de voorbereiding van het kind in zijn land van herkomst, inzonderheid door het opsturen van foto's van zijn adoptieve familie en van zijn omgeving.

- Overeenkomstig dezelfde bepaling zorgt de instelling ervoor dat het kind wordt begeleid :
 - totdat de wettelijke beslissing tot adoptie genomen is, door het kind ten minste tweemaal ten huize te gaan bezoeken;
 - nadat deze beslissing genomen is, door te zijner beschikking te blijven voor onverschillig welke hulpverlening en oriëntatie in verband met zijn adoptie, ongeacht zijn leeftijd.

Afdeling 4. — Activiteiten met betrekking tot de kandidaat-adoptanten

Art. 7. § 1. De informatie bedoeld in artikel 50, § 1, 3^o, a, van het hogervermeld decreet van 4 maart 1991 omvat ten minste :

- een onderhoud tijdens hetwelk inzonderheid uitleg wordt gegeven over de adoptie-instelling, haar werkwijze, haar filosofie, alsmede over de oorzaken van de primaire niet-ontvankelijkheid van de kandidatuur;
- de documentatie die door het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming ter hand wordt gesteld;
- in geval van internationale adoptie, een overzicht over de materie inzake adoptie in het land van herkomst, vanuit het oogpunt van de wetgeving, de administratieve en gerechtelijke procedures en het desbetreffende beleid.

Voor alle verdere inlichtingen kan de adoptie-instelling de kandidaat-adoptanten verzoeken zich tot onverschillig welke openbare of private dienst van de Franse Gemeenschap te richten die gespecialiseerd is inzake informatie over adoptie.

§ 2. Het medisch, sociaal en psychologisch onderzoek over de kandidaat-adoptanten, bedoeld in artikel 50, § 1, 3^o, b, van het hogervermeld decreet van 4 maart 1991, wordt gedaan door de multidisciplinaire ploeg volgens het schema dat in bijlage III van dit besluit is opgenomen. De verwezenlijking ervan omvat ten minste :

- twee gesprekken met de maatschappelijk assistent waarvan een ten huize van de kandidaat-adoptanten;
- een onderhoud met de psycholoog;
- een onderhoud met de geneesheer.

Op het einde van deze gesprekken, moet het onderzoek toelaten :

- een evaluatie te maken van de capaciteit van de kandidaat-adoptanten om adoptieve ouders te zijn, met andere woorden hun vermogen adequaat tegemoet te komen aan de behoeften van de adopteerbare kinderen in het algemeen en van het kind dat hun zou kunnen toevertrouwd worden;
- in geval van internationale adoptie, bovendien een evaluatie te maken van hun capaciteit de inter-ethnische en inter-culturele aspecten van de adoptie op zich te nemen.

Het medisch, sociaal en psychologisch onderzoek wordt collegiaal door de multidisciplinaire ploeg in vergadering besproken, die zich bij een met redenen omklede beslissing uitspreekt over de kandidatuur.

De beslissing wordt genomen binnen de zes maanden die volgen op het eerste onderhoud bedoeld in deze paragraaf, behoudens desistement.

Zij wordt medegedeeld aan de kandidaat-adoptanten tijdens een persoonlijk onderhoud.

Indien de beslissing ongunstig is, wordt het dossier afgesloten. Het mag niet aan een derde worden overgemaakt.

Indien de beslissing gunstig is, sluit de instelling met de kandidaat-adoptanten een overeenkomst af waarin hun respectieve rechten en plichten worden omschreven en die opgesteld is volgens het schema dat in bijlage IV van dit besluit is opgenomen.

De adoptie-instelling zoekt voor ieder kind de best geschikte pleegouders,

De kandidaat-adoptanten mogen het kind dat zij adopteren niet zelf kiezen.

§ 3. De voorbereiding van de kandidaat-adoptanten, bedoeld in artikel 50, § 1, 3^o, c, van het hogervermeld decreet van 4 maart 1991, omvat ontmoetingen tussen kandidaat-adoptanten, tijdens welke inzonderheid de volgende thema's worden behandeld :

- de aankomst van het kind en de eerste maanden van wederzijdse aanpassing;
- de vroege informatie van het kind over zijn adoptie;
- de conflictuele gevoelens inzake trouw tegenover de oorspronkelijke familie en de adoptieve familie;
- de adolescentie;
- de vergelijking tussen adoptieve en biologische afstamming;
- in geval van internationale adoptie, het land van herkomst van het kind in zijn sociale, economische en culturele kontekst.

De adoptie-instelling kan de voorbereiding van de kandidaat-adoptanten toevertrouwen aan een openbare of private dienst van de Franse Gemeenschap die ter zake gespecialiseerd is.

§ 4. De instelling zorgt ervoor dat de kandidaat-adoptanten, bedoeld in artikel 50, § 1, 3^o, c, van het hoger vermeld decreet van 4 maart 1991 begeleid worden :

- totdat de wettelijke beslissing tot adoptie genomen is, door hen ten minste twee bezoeken ten huize te brengen;
- nadat deze beslissing genomen is, door te hunner beschikking te blijven voor alle hulpverlening of elke oriëntatie in verband met de adoptie;
- door contactvergaderingen met andere adoptanten te beleggen.

Afdeling 5. — De buitenlandse tussenpersonen

Art. 8. Overeenkomstig artikel 50, § 1, 3^o, f, van het hogervermeld decreet van 4 maart 1991, maakt elke adoptie-instelling die als tussenpersoon voor de internationale adoptie optreedt en die erkend is door de Franse Gemeenschap de volgende documenten over aan het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd en voor jeugdbescherming :

- 1^o een vertaling in het Frans van de wetgeving inzake adoptie en erkenning van de tussenpersonen voor de adoptie van elk land van waar de geadopteerde kinderen komen;
- 2^o de identiteit van de buitenlandse tussenpersoon.

Indien de wetgeving van het land van herkomst van het kind de erkenning vereist van de tussenpersonen voor de adoptie, wordt het document ten bewijze van haar erkenning er bijgevoegd.

Indien de wetgeving van het land van herkomst van het kind deze erkenning noch voorziet, noch vereist, wordt het dossier betreffende de tussenpersoon er bijgevoegd. Het bevat :

- a) een officieel attest van eerbaarheid;
- b) het bewijs dat de kinderen hem toevertrouwd worden ofwel door een weeshuis, ofwel door een rechtbank, ofwel door een overheid die door de wet van het rechtsgebied ertoe gemachtigd is verlaten kinderen op te vangen;
- c) het bewijs dat zij het principe van de subsidiariteit van de internationale adoptie onderschrijft.

Het dossier wordt voor onderzoek aan de dienst voor adoptie van het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd en voor jeugdbescherming voorgelegd. Deze kan desgevallend vragen dat een bijkomend onderzoek wordt ingesteld door de Belgische diplomatieke ambtenaren die hun post hebben in het land van herkomst.

Afdeling 6. — De voortgezette vorming

Art. 9. Overeenkomstig artikel 50, § 1, 3^o, b, van het hoger vermeld decreet van 4 maart 1991, volgen de leden van de multidisciplinaire ploeg jaarlijks een voortgezette opleiding, ingericht of erkend door het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd of voor jeugdbescherming.

Zij laten ten minste elk jaar supervisie uitoefenen over hun werkzaamheid door een openbare of private dienst van de Franse Gemeenschap die ter zake gespecialiseerd is.

HOOFDSTUK IV. — De financiële doorzichtigheid

Art. 10. § 1. Elk bedrag betaald door de kandidaat-adoptanten moet voorzien en verantwoord zijn.

Uitzonderlijk kunnen onvoorziene bedragen worden geëist van kandidaat-adoptanten voor zover :

- zij overeenstemmen met uitgaven die werkelijk door de adoptie-instelling werden gedaan voor hun dossier;
- deze uitgaven onontbeerlijk zijn voor de regeling van hun dossier;
- zij verantwoord zijn door bewijsdocumenten.

Geen enkele gift van kandidaat-adoptanten mag aanvaard worden door de adoptie-instelling voor de wettelijke beslissing tot adoptie.

§ 2. De adoptie-instelling legt aan de kandidaat-adoptanten een document voor waarin zij nauwkeurig over hun financiële verbintenis worden ingelicht.

Dit document omvat ten minste de volgende rubrieken :

1. het approximatief totaal bedrag van de adoptie;
2. de specificaties van de prestaties en kosten die in het totaal bedrag zijn begrepen, inzonderheid :

- a) de kosteloosheid van het onderhoud bedoeld in artikel 7, § 1, van dit besluit;
- b) de kosten voor de opening van het dossier, met een geïndexeerd maximumbedrag van 5 654 frank, dat een forfaitair bedrag is voor het dekken van de opstelling van het dossier en de twee gesprekken met de maatschappelijk assistent, waarvan sprake in artikel 7, § 2, van dit besluit;
- c) het forfaitair bedrag voor de beheerskosten met een geïndexeerd maximumbedrag van 50 886 frank, dat inzonderheid een deelneming in de werkingskosten van de instelling is. Deze kosten worden inzonderheid veroorzaakt door de kantoorkosten, de reiskosten van de leden van de multidisciplinaire ploeg, de afschrijving van het materieel en het meubilair, de huur van het kantoor, zijn verwarming en zijn verlichting.

Wanneer ten minste een lid van de multidisciplinaire ploeg met een arbeidscontract wordt aangeworven, kan het forfaitair bedrag verhoogd worden met een geïndexeerd maximumbedrag van 28 270 frank.

Wat de indexatie van de bedragen betreft, zoals bedoeld in b en c van deze paragraaf en die gekoppeld zijn aan de spilindex 138,01, wordt de wet van 2 augustus 1971 toegepast houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, gewijzigd bij de latere besluiten;

d) de lijst en het bedrag van de werkelijke kosten van vóór de beslissing waarbij uitspraak werd gedaan over de kandidatuur bedoeld in artikel 7, § 2, lid 4, van dit besluit, namelijk het onderhoud met de psycholoog en het onderhoud met de geneesheer bedoeld in hetzelfde artikel, § 2, lid 1;

e) de lijst en het approximatief bedrag van de werkelijke kosten, gemaakt na de aanvaarding van de kandidatuur, in geval van adoptie in België, door de multidisciplinaire ploeg, en in geval van adoptie in het buitenland, door de bevoegde buitenlandse tussenpersoon.

Deze kosten zijn inzonderheid de kosten voor de voorbereiding van de kandidaat-adoptanten bedoeld in artikel 7, § 3, van dit besluit en de kosten voor de begeleiding, voorafgaande aan de wettelijke beslissing tot adoptie, bedoeld in de artikelen 6, lid 4 en 7, § 4, van dit besluit.

In geval van internationale adoptie zijn die kosten onder meer de honoraria van de buitenlandse advocaat, de kosten voor de buitenlandse gerechtelijke procedure en de kosten voor de vertaling van de buitenlandse documenten;

3. de betalingsmodaliteiten. Het document bepaalt inzonderheid nader :

a) qua persona, of de werkelijke kosten rechtstreeks door de kandidaat-adoptanten worden betaald of onrechtstreeks via de adoptie-instelling die verantwoording geeft van deze kosten op basis van bewijsdocumenten;

- b) qua tempus, de betalingsfasen die ten minste als volgt gespreid zijn :

een eerste betaling met betrekking tot de kosten voor de opening van het dossier die slechts kan gedaan worden na het onderhoud bedoeld in artikel 7, § 1, van dit besluit;

een tweede betaling met betrekking tot het forfaitair bedrag voor de beheerskosten die slechts kan gedaan worden na het onderhoud tijdens hetwelk de beslissing van de multidisciplinaire ploeg bedoeld in artikel 7, § 2, lid 4, van dit besluit aan de kandidaat-adoptanten wordt medegedeeld. Wordt de kandidatuur verworpen, dan kan enkel de twee derde van het forfaitair bedrag worden geëist;

4. een clause van voorbehoud waarin het principe van uitzonderlijke betalingen bedoeld in § 1 van dit besluit wordt vermeld;

5. een clause waarin het principe van het recht van elke partij de overeenkomst, bedoeld in hoger vermeld artikel 7, § 2, lid 4, haar uitvoeringsmodaliteiten en haar financiële gevolgen op te zeggen, wordt vermeld.

De adoptie-instelling kan slechts de overeenkomst opzeggen om een van de volgende vier redenen :

- de toestand van de kandidaat-adoptanten wijkt merklijk af van het oorspronkelijk medisch, sociaal en psychologisch onderzoek;

- de kandidaat-adoptanten hebben elementen verzwegen die beslissend zijn voor het nemen van de beslissing tot aanvaarding van de kandidatuur;
 - de kandidaat-adoptanten onttrekken zich aan de voorbereiding voorzien in artikel 7, § 3, van dit besluit;
 - de kandidaat-adoptanten weigeren zonder geldige redenen het adoptievoorstel.
- Geen enkele clause van opzegging van rechtswege voor niet-betaling van de vergoedingen mag voorzien worden in de overeenkomst.

Elke opzegging moet medegedeeld worden aan het bestuur voor jeugdbescherming.

De betalingen aan de adoptie-instelling blijven haar verworven, behoudens andersluidende beslissing van de bevoegde rechtbanken;

6. een clause waarbij wordt gesteld dat indien de duur van de periode gedurende welke op het kind wordt gewacht langer is dan één jaar, dat begint te lopen vanaf de datum van de gunstige beslissing bedoeld in artikel 7, § 3, lid 4, van dit besluit, de multidisciplinaire ploeg deze beslissing herzien ten einde na te gaan of de elementen die deze beslissing hebben bepaald niet merkbaar zijn gewijzigd. De eventuele kosten die eruit voortvloeien zijn ten laste van de kandidaat-adoptanten, behoudens wanneer de vertraging te wijten is aan de adoptie-instelling.

HOOFDSTUK V. — *Het bijhouden van de administratieve documenten*

Art. 11. Overeenkomstig artikel 50, § 1, 3^o, e, van het hoger vermeld decreet van 4 maart 1991 laat de adoptie-instelling aan het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd en voor jeugdbescherming op het einde van het eerste trimester van elk jaar een omstandig activiteitsverlag geworden, opgesteld volgens het schema dat in bijlage V van dit besluit is opgenomen.

De adoptie-instelling houdt bovendien de volgende elementen ter beschikking van de inspecteurs van hogervermeld bestuur:

1. een individueel dossier voor elke kandidatuur;
2. een individuele fiche in de vorm van een schema dat in dezelfde bijlage is opgenomen;
3. een opgave van de globale ontvangsten en uitgaven;
4. een wachtlijst.

Onverminderd de bepalingen betreffende het beroepsgeheim is de toegang tot het dossier voorbehouden voor de leden van de ploegen bedoeld in artikel 2 van dit besluit en voor de inspecteurs van voornoemd bestuur.

Overeenkomstig artikel 11 van het hoger vermeld decreet van 4 maart 1991, hebben de betrokkenen en hun advocaten eveneens recht op inzage in de dossiers.

De multidisciplinaire ploeg kan, bij collegiale beslissing, de inzage in de dossiers toelaten wanneer de uitvoering van een onderzoek inzake menselijke wetenschappen het wettigt.

De dossiers worden medegedeeld aan de procureur des Konings op zijn verzoek.

De dossiers worden voor een onbepaalde duur bewaard.

Indien de instelling ontbonden wordt, wordt het archief overgemaakt aan het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd en voor jeugdbescherming.

HOOFDSTUK VI. — *Het onderzoek van de aanvragen tot erkenning*

Art. 12. § 1. Een aanvraag tot voorlopige erkenning wordt ingediend door de aanvrager op basis van het vereiste dossier bedoeld in artikel 1, leden 2 en 3 van dit besluit.

Enkel de indiening van al de vereiste documenten geeft recht op een bewijs van ontvangst afgeleverd aan de aanvrager door de secretaris van de commissie voor de erkenning, bedoeld in artikel 46 van het hogervermeld decreet van 4 maart 1991.

Binnen drie maanden, te rekenen vanaf de datum van het bewijs van ontvangst, brengt de commissie advies uit over de conformiteit van de adoptie-instelling met de eisen van titel I, hoofdstukken I, II en III, afdeling 5 van dit besluit.

De secretaris van de commissie stelt de Minister, tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming behoren en de aanvrager op de hoogte van het advies dat werd gegeven.

Binnen de maand die volgt op de ontvangst van dit advies, kan de voornoemde Minister een voorlopige erkenning toestaan voor een maximale duur van één jaar.

Hij stelt de aanvrager en de commissie op de hoogte van het verder gevolg dat wordt gegeven aan de aanvraag.

§ 2. De aanvraag tot erkenning wordt ingediend binnen negen maanden die volgen op de beslissing tot voorlopige erkenning door de aanvrager op basis van het vereiste dossier bedoeld in artikel 1, leden 2 en 4 van dit besluit.

Enkel de indiening van al de vereiste documenten geeft recht op een bewijs van ontvangst, afgeleverd aan de aanvrager door de secretaris van de commissie voor de erkenning.

Binnen drie maanden te rekenen vanaf de datum van het bewijs van ontvangst, brengt de commissie een advies uit over de conformiteit van de adoptie-instelling met de eisen van titel I, hoofdstukken I tot V van dit besluit.

Wanneer de omstandigheden niet toelaten zich uit te spreken over al de elementen van de zaak, kan deze termijn verlengd worden voor dezelfde duur. Het is ook zo wanneer uit het onderzoek van de aanvraag blijkt dat, ofschoon er aan al de voorwaarden voor de erkenning niet voldaan is, deze zouden kunnen vervuld worden binnen deze nieuwe termijn.

De secretaris van de commissie brengt de voornoemde Minister en de aanvrager op de hoogte van het uitgebracht advies.

Binnen de maand die volgt op de ontvangst van het bewijs, stelt de voornoemde Minister de aanvrager en de commissie op de hoogte van het verder gevolg dat aan de aanvraag wordt gegeven.

§ 3. Wanneer het advies betreffende een aanvraag tot erkenning, bedoeld in § 1 of 2 van dit artikel niet binnen de voorziene termijn werd gegeven, kan de voornoemde Minister de commissie van rechtswege samenroepen. In dit geval beraadslaagt en beslist deze commissie geldig, ongeacht het aantal aanwezige leden.

§ 4. Wordt de erkenning geweigerd, dan brengt de voornoemde Minister de aanvrager op de hoogte bij een met redenen omklede beslissing. Bedoelde aanvrager mag slechts ten vroegste één jaar nadat de weigering hem werd betekend een nieuwe aanvraag indienen.

HOOFDSTUK VII. — *De intrekking van de erkenning*

Art. 13. In toepassing van artikel 50, § 1, lid 5, van het hoger vermeld decreet van 4 maart 1991, wordt beschouwd als niet meer voldoende aan de voorwaarden voor de erkenning, de instelling, die inzonderheid :

- a) niet meer de verplichtingen nakomt, zoals bedoeld in de hoofdstukken I tot IV van deze titel;
- b) zich verzet tegen de inspectie bedoeld in artikel 50, § 3, van het hogervermeld decreet van 4 maart 1991;
- c) de plaatsing in adoptie van een kind uitvoert of wijzigt in overtreding van de wettelijke beslissingen die in zijn land van herkomst werden genomen;
- d) giften ontvangt in overtreding van artikel 10, § 1, van dit besluit.

Op advies van de commissie voor de erkenning, kan de Minister beslissen dat de beslissing tot intrekking van de erkenning slechts uitwerking heeft bij het verstrijken van een termijn van maximum zes maanden tijdens welke de adoptie-instelling de lopende overeenkomsten die hen met de kandidaat-adoptanten binden, kan voortduren.

De lijst van de betrokken families wordt bij de beslissing tot intrekking gevoegd.

TITEL II. — *De toekenning van toelagen*

Art. 14. Overeenkomstig artikel 50, § 2, van het hoger vermeld decreet van 4 maart 1991, kan de Executieve, binnen de perken van de begroting, aan de adoptie-instellingen toelagen toekennen voor een geïndexeerd bedrag van 47 116 frank, voor ieder kind dat door hun tussenpersoon is geadopteerd en dat zonder adoptie ten laste zou vallen :

1. ofwel van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
2. ofwel van het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd en voor jeugdbescherming.

Voor de indexatie van het voormeld bedrag, dat gekoppeld is aan de spilindex 138,01, wordt de wet van 2 augustus 1971 toegepast houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, gewijzigd bij de latere besluiten;

TITEL III. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 15. Het koninklijk besluit van 15 september 1958 tot regeling van het verlenen van toelagen aan adoptiewerken, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 maart 1960 wordt ingetrokken.

Art. 16. § 1. De adoptie-instellingen die hun activiteiten uitoefenden vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit mogen deze blijven uitoefenen gedurende een periode van zes maanden te rekenen vanaf deze datum.

§ 2. Zij moeten een aanvraag tot voorlopige erkenning indienen, bedoeld in artikel 12, § 1, van dit besluit, binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

§ 3. Zij voegen bij hun aanvraag de jaarrekeningen van het verlopen jaar.

Art. 17. Wordt gelijkgesteld met een houder van een diploma van maatschappelijk assistent, de persoon die vóór de inwerkingtreding van dit besluit, met de titel van maatschappelijk verpleger, de activiteiten uitoefende bedoeld in artikel 7, § 2, van dit besluit.

Art. 18. De ambtenaren van het bestuur voor hulpverlening aan de jeugd en voor jeugdbescherming, belast met de toepassing van dit besluit, volgen een specifieke opleiding, ingericht door het voornoemd bestuur, met betrekking tot de problematiek van de adoptie en de specificiteit van de adoptie-instellingen.

Art. 19. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 juli 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,
V. Féaux

Bijlage I

A. Het medisch, sociaal en psychologisch onderzoek over de oorspronkelijke ouders van het kind omvat :

I. identificatiegegevens;

II. Informaties over :

1° hun sociaal-economisch milieu;

2° hun gezondheid;

3° de fysieke en psychische evolutie :

a) van de zwangerschap;

b) van de geboorte;

4° de motivatie van hun aanvraag tot terug-in-adoptieneming.

B. Het document dat de officiële vaststelling door de oorspronkelijke ouders van de beleefde toestand moet vergemakkelijken, bevat ten minste een verklaring volgens welke :

— zij niet verlangen zelf het kind groot te brengen;

— zij het kind aan de adoptie-instelling overlaten om het toe te vertrouwen aan kandidaat-adoptanten;

- zij bevestigen dat hun beslissing met kennis van zaken werd genomen;
- zij zich verbinden het leven van het adoptief gezin niet te storen.

Er wordt aangemerkt dat het document niet geldt als toestemming voor de adoptie, aangezien deze slechts voor de notaris of voor de vrederechter mag gegeven worden en, ingeval het gaat om pasgeboren kinderen, slechts na de tweede maand na de geboorte.

Bijlage II

Het medisch, sociaal en psychologisch onderzoek over het kind omvat :

- I. identificatiegegevens;
- II. informatie over :
 - 1° zijn ontwikkeling :
 - a) op lichamelijk gebied;
 - b) op psychisch, affectief, emotioneel gebied;
 - c) op intellectueel gebied;
 - 2° zijn huidige omgeving :
 - a) beschrijving van de plaats waar hij wordt grootgebracht (bv : gezin, instelling, enz.);
 - b) beschrijving van zijn opvoeding en zijn gewoonten (bv : religieus karakter, strikte uurroosters, enz.);
- III. het bewijs dat het kind in rechte en in feite kan worden geadopteerd. Er is adopteerbaarheid in feite wanneer deze de meest geschikte oplossing voor het kind blijkt te zijn nadat alle alternatieven voor nationale of internationale adoptie werden overwogen (inzake internationale adoptie, worden de alternatieven overwogen in het land van herkomst van het kind);
- IV. de aanvoeling door het kind van zijn adoptie, zijn vreesgevoelens, zijn verwachtingen;
- V. in geval van internationale adoptie, een recente foto :
 - 1° van het kind;
 - 2° van zijn omgeving en zijn milieu;
- VI. een verslag over zijn gezondheid, met vermelding van :
 - 1° alle inlichtingen die nuttig zijn voor de behandelend geneesheer van de pleegouders :
 - a) over de geboorte, inzonderheid : datum, plaats, gewicht, grootte, schedelomtrek, bijzondere neonatale omstandigheden;
 - b) over de gezondheid van het kind, inzonderheid :
 - inenting tegen de hepatitis B, tegen de mazelen;
 - BCG, lidteken BCG;
 - diabetes;
 - malaria;
 - 2° alle informatie die de beslissing van de kandidaat-adoptanten kan beïnvloeden, inzonderheid :
 - test HIV — werd hij gedaan ? op welke leeftijd ?
 - psychische en motorische ontwikkeling;
 - toestand van de ogen, het gehoor, het hart, de longen, de lever, de milt, het neurologisch stelsel;
 - traumatisme, ongevallen;
 - leeftijd van het kind : opgegeven, geschat, werkelijk.

Bijlage III

Het medisch, sociaal en psychologisch onderzoek over de kandidaat-adoptanten omvat :

- I. identificatiegegevens over de pleegouders en de andere naaste familieleden (bv : grootouders,...);
- II. een medisch attest waaruit blijkt dat zij geen dergelijke ziekten of handicaps hebben die de gezondheid of de opvoeding van het kind in het gedrang zouden kunnen brengen;
- III. het bewijs dat hun een voldoende informatie werd bezorgd over :
 - de rechtsgevolgen van adoptie;
 - de psychologische aspecten van adoptie;
- IV. informatie over :
 - 1° hun motivatie inzake adoptie;
 - 2° hun potentieel inzake inspelen op de behoeften van de adopteerbare kinderen in het algemeen;
 - 3° hun inkomens, hun sociaal-economisch en cultureel milieu;
 - 4° hun woning;
 - 5° hun opvattingen inzake opvoeding;
 - 6° de reacties van de voorafbestaande gebroeders en gezusters en de naaste omgeving;
- V. een recente foto van de familie.

Bijlage IV

Wanneer de kandidatuur van de pleegouders in aanmerking wordt genomen, sluit de adoptie-instelling met hen een overeenkomst af die ten minste de volgende rubrieken bevat :

I. De verplichtingen van de adoptie-instelling tegenover de kandidaat-adoptanten :

- 1° het dossier met ijver en eerlijkheid beheren;
- 2° de informatie over de vorderingsstaat van het dossier geven.

II. De verplichtingen van de kandidaat-adoptanten :

- 1° eerlijk de adoptie-instelling inlichten over elk feit dat de beslissing van de multidisciplinaire ploeg zou kunnen bepalen;
- 2° de voorbereiding volgen;
- 3° de begeleiding, alsmede elk later onderhoud dat nodig wordt geacht door de multidisciplinaire ploeg, aanvaarden;
- 4° de overeengekomen bedragen betalen volgens de voorziene modaliteiten.

III. Rechten van de kandidaat-adoptanten :

- 1° de vorderingsstaat van het dossier kennen;
- 2° een ander kind krijgen dan het kind dat voor hen was bestemd :
 - indien dit kind hun niet meer kon toevertrouwd worden wegens overmacht (overlijden, willekeurige beslissing van de vreemde Staat);
 - indien zij geldige redenen hebben om te vrezen dat het kind zich niet in hun gezin zal integreren.

IV. Het document bedoeld in artikel 10, § 2, maakt integrerend deel uit van de overeenkomst.

V. Handtekening, datum.

Bijlage V

I. Het jaarlijks activiteitenverslag omvat inzonderheid :

- 1° het aantal kandidaturen :
 - die ingediend werden;
 - die onderzocht werden;
 - die in aanmerking werden genomen;
 - die verworpen werden; redenen daarvan;
- 2° het aantal bekomen Belgische of buitenlandse wettelijke beslissingen, en de rechtsgevolgen ervan met betrekking tot de volle of gewone adoptie;
- 3° de lijst van de landen van herkomst van de kinderen en van de landen van hun onthaal;
- 4° de naam van de dienst of de persoon die zorgt voor de supervisie over de multidisciplinaire ploeg;
- 5° de mededeling van elk ernstig voorval, inzonderheid :
 - elke wijziging van de ploegen bedoeld in artikel 2;
 - elke opzegging van overeenkomst met kandidaat-adoptanten;
 - elke wijziging van de internationale betrekkingen van de adoptie-instelling;
 - verbreking met een buitenlandse tussenpersoon;
 - akkoorden met nieuwe buitenlandse tussenpersonen.

II. De individuele fiche vermeldt de data van de verschillende fasen van het dossier, alsmede de data van betalingen, de aard en het bedrag ervan :

- 1° datum van de aanvraag;
- 2° datum van het informatiegesprek;
- 3° datum van elk van de vier gesprekken bedoeld in § 2 van artikel 7 :
 - Datum van betaling van de kosten voor de opening van het dossier en het bedrag ervan;
 - datum van de betaling van de honoraria van de psycholoog en geneesheer en het bedrag ervan;
- 4° datum van de bijeenkomst van de multidisciplinaire ploeg bedoeld in § 2, lid 4, van artikel 7;
- 5° datum van de mededeling van de beslissing waarbij beslist wordt over de kandidatuur;
- 6° datum van de overeenkomst tussen de adoptie-instelling en de kandidaat-adoptanten;
- 7° datum van betaling van het forfaitair bedrag voor de beheerskosten en het bedrag ervan;
- 8° datum en thema's van elke voorbereidingsvergadering bedoeld in § 3 van artikel 7 :
 - bedrag van de onkosten gevraagd voor elke vergadering, en datum van de betaling ervan;
- 9° datum van beide bezoeken die de minimale verplichte begeleiding vormen bedoeld in § 4 van artikel 7 :
 - bedrag van de onkosten gevraagd voor elk bezoek en datum van de betaling ervan;
- 10° lijst van de andere werkelijke kosten :
 - bedrag van elke onkost en datum van de betaling ervan;
- 11° datum van de aankomst van het kind bij de adoptanten;
- 12° datum van de wettelijke beslissing tot adoptie;
- 13° datum van afsluiting van het dossier.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX